



Assemblée générale

Distr. générale
2 juillet 2018
Français
Original : anglais

Soixante-treizième session

Point 100 a) de la liste préliminaire*

Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale : bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies dans le domaine du désarmement

Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Un total de 25 bourses d'études sur le désarmement a été octroyé en 2017 et en 2018. En 2017, le programme s'est déroulé du 21 août au 27 octobre. En 2018, il devrait se dérouler du 20 août au 26 octobre.

Le programme d'études est toujours divisé en trois parties. La première, organisée à l'Office des Nations Unies à Genève, consistait avant tout à donner aux boursiers un aperçu des différents aspects des négociations multilatérales sur le désarmement. Elle prévoyait également une visite d'étude à Berne et à Spiez, organisée par le Département fédéral suisse des affaires étrangères. La deuxième partie comprenait des visites d'organisations régionales ou internationales compétentes dans les domaines du désarmement et de la maîtrise des armements, notamment la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, la Cour internationale de Justice et la Cour pénale internationale. Les boursiers ont également effectué des visites de pays sur invitation des Gouvernements allemand, chinois, japonais et kazakh, du Gouvernement de la République de Corée et de l'Union européenne. La troisième partie du programme, qui s'est déroulée au Siège de l'ONU, avait pour but de familiariser les boursiers avec les travaux de la Première Commission de l'Assemblée générale et les activités du Bureau des affaires de désarmement du Secrétariat.

Le Secrétaire général constate avec satisfaction que le programme contribue à faire mieux prendre conscience de l'importance que revêtent le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements. À ce jour, ce programme a permis de

* A/73/50



former 983 fonctionnaires originaires de 167 États, dont beaucoup occupent aujourd'hui au sein de leur gouvernement des postes à responsabilité dans le domaine du désarmement et de la sécurité internationale.

Le Secrétaire général relève en outre avec satisfaction que le nombre de femmes ayant reçu des bourses d'études est resté élevé pendant la période biennale considérée. Dans ce contexte, l'ONU a sélectionné 32 candidates au programme de bourses d'études pour la période 2017-2018, soit 64 pour cent du total des bourses octroyées durant cette période.

Le Secrétaire général remercie tous les États Membres et organisations internationales qui ont appuyé le programme au fil des années et contribué ainsi à son succès.

I. Introduction

1. Dans sa résolution 71/73, intitulée « Bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies dans le domaine du désarmement », l'Assemblée générale a entre autres rendu hommage au Secrétaire général pour la diligence avec laquelle s'est poursuivie l'exécution du programme et l'a prié de continuer, dans les limites des ressources disponibles, à exécuter chaque année le programme et de lui présenter un rapport sur ce sujet à sa soixante-treizième session. Le présent rapport fait suite à cette demande.

II. Programme de bourses d'études en matière de désarmement

A. Bourses d'études pour 2017 et 2018

2. Un total de 25 bourses d'études a été accordé en 2017 aux fonctionnaires ci-après :

Allemagne	Lina-Marieke HILGERT
Angola	Fernando Pedro MARQUES
Arabie saoudite	S. A. R. Prince Salman AL SAUD
Bhoutan	Namgyel SONAM CHODEN
Bosnie-Herzégovine	Dario KREZIĆ
Bulgarie	Darina Atanasova ZHELYAZKOVA
Burkina Faso	Hema Doun-Sarma Safiatou SOULAMA OUATTARA
Cambodge	Somalin SAN
Colombie	Laura Steffany QUINTERO-BURITICA
État de Palestine	Fakhry Basem Fakhry TAHA
France	Artida MINGA
Guatemala	María del Rosario ESTRADA GIRÓN
Haïti	Bernite LAZARE FRANÇOIS
Iran (République islamique d')	Javad BAKHSHI
Israël	Dana ERLICH
Kazakhstan	Gulsana TULEPBERGENOVA
Madagascar	Hantavololona RAMAHAZOSOA
Malaisie	Nur Azureen MOHD PISTA
Maroc	Lalla Saloua MOUMNI
Maurice	Tejaswinee BURUMDOYAL

Namibie	Magdalena Hilde Ndapandula SHIPIKI
Ouganda	Tabitha NAMULINDA
Pérou	Manuel Rodolfo MUNDACA PEÑARANDA
Philippines	Karla Mae Gueriña PABELIÑA
Timor-Leste	Domingos OKI

3. Un total de 25 bourses d'études a été accordé en 2018 aux fonctionnaires ci-après :

Afghanistan	Mohammad Jawad RAHA
Australie	Merinda Cristiana PETERSEN
Azerbaïdjan	Nahida BAGHIROVA
Botswana	Tshepang Thero SETHANTSHO
Brésil	Ernesto BATISTA MANÉ JÚNIOR
Chine	YAO Yue
Costa Rica	Marcela ZAMORA OVARES
États-Unis	Rachel Marie HICKS
Islande	Finnbogi Rútur FINNBOGASON
Jamaïque	Shae-Alicia Samantha LEWIS
Japon	Nagisa TAKAHASHI
Lettonie	Ance KLAVA
Libye	Masaab E. M. HAMZA
Maldives	AISHATH ZEESHAN ZUHUREE
Mongolie	Amaraa ERDENEBAATAR
Monténégro	Goran RULJIĆ
Mozambique	Marta António Jorge MUANDO
Niger	Manga MAZOU MANI
Pakistan	Muhammad Salman Khalid CHAUDHARY
Portugal	Rafaela FIGUEIREDO CARVALHO MIRANDA
République démocratique du Congo	Hervé MAGARIBI LEHANI
République démocratique populaire lao	Venephet PHILATHONG
Sénégal	François Michel Moundor DIENE
Venezuela	Arline Cristina DÍAZ MENDOZA
Zimbabwe	Paidamwoyo Melinda Mitchell SIGAUKE

4. Au fil des années, les efforts déployés par l'ONU pour promouvoir la prise en compte de la problématique femmes-hommes ont permis d'accroître la part de femmes parmi les bénéficiaires. Ainsi, sur 50 bourses, 32 ont été accordées à des femmes en 2017 et en 2018.

B. Programme d'études

5. Le programme de bourses d'études des Nations Unies en matière de désarmement relève du Bureau des affaires de désarmement. En 2017, il s'est déroulé du 21 août au 27 octobre. En 2018, il devrait se dérouler du 20 août au 26 octobre. Il comprend trois parties : a) des activités menées à l'Office des Nations Unies à Genève à l'invitation du Gouvernement suisse ; b) des voyages d'études organisés dans les États Membres, à leur invitation, et des visites d'organisations intergouvernementales compétentes dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements ; et c) des activités menées au Siège de l'ONU.

6. Le programme porte à la fois sur la théorie et sur la pratique du désarmement. Il comprend, d'une part, des conférences, des exposés, des tables rondes, des réunions-débats et d'autres formes de discussion de groupe avec des diplomates de haut rang, des responsables d'organisations internationales et des représentants d'institutions universitaires, de la société civile et de groupes de réflexion sur le fonctionnement du mécanisme de désarmement et diverses questions fondamentales dans ce domaine. Il prévoit, d'autre part, des visites sur le terrain, des exercices de démonstration d'inspections sur place, des visites d'installations de destruction d'armes, de sites d'essais nucléaires, de réacteurs nucléaires et de laboratoires scientifiques, des projets de recherche, des exercices de simulation de négociations multilatérales et d'autres exercices pratiques. On trouvera ci-après une description succincte des activités du programme de 2017. Le programme de 2018 suivra dans l'ensemble celui de 2017 et incorporera des mises à jour pour tenir compte des derniers faits survenus dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération.

Première partie

7. La première partie du programme s'est déroulée à l'Office des Nations Unies à Genève et dans d'autres lieux en Suisse. Elle consistait non seulement à présenter aux boursiers les grandes lignes du mécanisme de désarmement et du droit international humanitaire, mais également à les former aux différents aspects de l'action multilatérale en faveur du désarmement, notamment les négociations qui peuvent être menées dans le cadre des travaux de la Conférence du désarmement et de certains organes conventionnels¹ et instituts de recherche établis à Genève qui sont compétents dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements.

8. Les boursiers ont suivi des exposés et des conférences de représentants de haut niveau de divers États Membres, des responsables désignés pour participer à la

¹ La Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et les protocoles qui s'y rapportent, la Convention sur les armes à sous-munitions et le Traité sur le commerce des armes.

Conférence du désarmement et à d'autres régimes conventionnels, des représentants de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, du Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement, du Comité international de la Croix-Rouge, du Centre international de déminage humanitaire de Genève, du Geneva Centre for Security Policy, du Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées, ainsi que des représentants de la société civile actifs dans les organisations suivantes : Article 36, Geneva Disarmament Platform, l'Appel de Genève et Campaign to Stop Killer Robots.

9. Les boursiers ont assisté aux séances plénières de la Conférence du désarmement ainsi qu'à des exposés sur tout un éventail de questions, notamment l'histoire et les réalisations de la Conférence, ainsi que les difficultés auxquelles elle se heurte ; le contenu, le statut et le fonctionnement des traités sur le désarmement et la maîtrise des armements dont les organes sont installés à Genève ; les dernières évolutions dans divers domaines, y compris les engins explosifs artisanaux ; le rôle de la science et des technologies dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement, y compris les systèmes d'armes létales autonomes et la guerre de l'information ; et le rôle des organisations non gouvernementales dans le processus multilatéral de désarmement.

10. Par ailleurs, les boursiers se sont rendus à Berne et à Spiez dans le cadre d'une visite d'une journée organisée par le Département fédéral suisse des affaires étrangères dans le cadre de laquelle ils ont assisté à des séances d'information sur la politique suisse en matière de sécurité et de relations internationales, l'accent étant mis sur le désarmement nucléaire, la non-prolifération, les problèmes liés à l'évolution des négociations relatives au désarmement et à la maîtrise des armements, la lutte antimines, la gestion des armes légères et de petit calibre et des munitions, et le Traité sur le commerce des armes. Les boursiers se sont rendus au centre de neutralisation des explosifs et munitions des forces armées suisses où ils ont assisté à une séance de démonstration de déminage manuel et à la destruction en direct de mines antipersonnel. Ils ont également visité l'hôtel de ville de Genève, à l'invitation de la Confédération suisse et du canton de Genève. D'autres visites de ce type sont prévues dans le cadre du programme de 2018.

11. Pendant leur séjour à Genève, les boursiers ont également été tenus de mener des travaux de recherche et de présenter les grandes lignes d'un mémoire portant sur un sujet de leur choix dans les domaines du désarmement, de la maîtrise des armements, de la non-prolifération ou de la sécurité internationale.

Deuxième partie

12. La deuxième partie du programme prévoyait les visites de plusieurs organisations intergouvernementales : l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), la Cour internationale de Justice et la Cour pénale internationale à La Haye, la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Vienne. Des voyages d'études étaient également prévus dans les États Membres, à leur invitation.

13. À l'OIAC, les boursiers ont suivi des séances d'information sur la genèse, le fonctionnement et le statut de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, les procédures de vérification qu'elle prévoit et son application au niveau national, ainsi que sur différents aspects des travaux de l'OIAC, ses contributions aux efforts

de désarmement et de non-prolifération et son action en faveur de la coopération et de l'assistance internationales. Ils ont également suivi un exposé sur les activités que mène l'OIAC en rapport avec la République arabe syrienne. Le programme prévoyait également une visite du laboratoire de l'OIAC et de son magasin de matériel à Rijswijk, une démonstration du fonctionnement des équipements et une inspection sur place.

14. Durant leur visite à la Cour internationale de Justice et à la Cour pénale internationale, les boursiers ont suivi des séances d'information sur la genèse, le fonctionnement, les procédures et la compétence de ces institutions juridiques, notamment les affaires relatives aux armes nucléaires que traite la Cour internationale de Justice et son avis consultatif sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires.

15. Au cours de leur visite de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, les boursiers ont suivi des exposés détaillés sur la genèse et le statut du Traité, sur les efforts continus déployés en faveur de l'universalisation et de l'entrée en vigueur du Traité, sur les travaux de la Commission préparatoire et sur la structure du système de surveillance international. Ils ont assisté à des séances d'information sur le fonctionnement du régime de vérification et ses applications civiles et scientifiques, ainsi que sur l'inspection expérimentale intégrée de 2014. Ils ont également pris part à un exercice de simulation d'une inspection sur place.

16. À l'AIEA, les boursiers ont assisté à des exposés sur le cadre juridique international et l'application du système de garanties de l'Agence, la sûreté des matières nucléaires et des sources radioactives et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, ainsi que sur la mise en œuvre du Plan d'action global commun. Ils ont également visité les laboratoires de l'Agence à Seibersdorf et le laboratoire du Centre international de Vienne contenant les équipements utilisés pour appliquer les garanties.

17. Pendant leur séjour à Vienne, les boursiers ont assisté à des séances d'information sur le fonctionnement de plusieurs régimes de contrôle des exportations tels que l'Arrangement de Wassenaar sur le contrôle des exportations d'armes classiques et de biens et technologies à double usage et le Groupe des fournisseurs nucléaires. Ils se sont également rendus au secrétariat de l'OSCE où ils ont été informés du rôle que joue cette organisation en faveur de la maîtrise des armements et du maintien de la sécurité et de la coopération en Europe et au-delà.

18. Les boursiers se sont également rendus a) au Bureau des affaires spatiales où ils ont assisté à des exposés sur les travaux du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, la viabilité à long terme des activités spatiales, le droit de l'espace et le Registre des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique ; b) au Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération où ils ont assisté à des exposés sur les zones exemptes d'armes nucléaires et les activités de surveillance du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires ; et c) à la centrale nucléaire de Zwentendorf.

19. En 2017, les Gouvernements allemand, chinois, japonais et kazakh et le Gouvernement de la République de Corée ont maintenu la pratique établie qui consiste à inviter les participants au programme de bourses d'études à visiter des institutions nationales et à assister à des conférences sur les politiques et priorités nationales en matière de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des

armements. En 2018, les Gouvernements allemand, chinois, japonais et sud-coréen ont maintenu cette pratique, et l'Union européenne l'a adoptée pour la première fois.

20. Le voyage d'études de 2017 en Allemagne prévoyait des exposés sur un large éventail de questions relatives au désarmement et à la non-prolifération présentés par les représentants du Ministère fédéral des affaires étrangères, de la Division de la sécurité internationale de la Stiftung Wissenschaft und Politik et de l'Institut Robert Koch. Les boursiers se sont également rendus dans l'usine de démilitarisation de munitions, de projectiles, de roquettes, de mines, de grenades, de fusées et de matériel pyrotechnique (Nammo Buck GmbH) située à Pinnow. Au cours de cette visite, ils ont pris connaissance des méthodes de destruction des armes classiques, des munitions et des explosifs qui sont respectueuses de l'environnement et ne présentent aucun danger, et ont assisté à la destruction de bombes à sous-munitions. Le voyage d'études de 2018 en Allemagne comprendra des activités analogues.

21. Le voyage d'études au Kazakhstan prévoyait une visite de l'ancien site d'essai d'armes nucléaires d'Opytnoïe Pole, d'un réacteur de fusion thermonucléaire, du Centre nucléaire national et du musée de l'Institut de sécurité radiologique et d'écologie situés dans la ville de Kourchatov, de l'Université nationale de médecine, d'un musée de l'anatomie et de l'histologie, et de plusieurs sites des villes de Semeï et d'Astana. Les boursiers ont également suivi des exposés présentés par des responsables du Ministère des affaires étrangères sur la politique et les initiatives du Kazakhstan en matière de désarmement, et plus particulièrement sur les problèmes relatifs au désarmement nucléaire.

22. Le voyage d'études en Chine prévoyait des exposés présentés par des fonctionnaires du Département de la maîtrise des armements du Ministère des affaires étrangères et par des représentants de l'Association chinoise pour le contrôle des armements et le désarmement sur des questions clés relatives au désarmement et à la non-prolifération, ainsi qu'une visite du Centre technique national de sûreté nucléaire. Les boursiers se sont rendus à Harbin et ont visité le musée du site de l'Unité 731 de l'armée impériale japonaise et des sites culturels et historiques situés à Beijing. Le voyage d'études de 2018 en Chine comprendra des activités analogues.

23. Le voyage d'études en République de Corée prévoyait un séminaire sur les politiques du pays en matière de désarmement et de non-prolifération et sur les perspectives de la péninsule coréenne en matière de sécurité, avec la participation de responsables du Ministère des affaires étrangères de la République de Corée et de représentants de l'Académie diplomatique coréenne. Les boursiers ont également visité la zone démilitarisée. Le voyage d'études de 2018 en République de Corée comprendra des activités analogues.

24. En 2017, le Gouvernement japonais et les villes d'Hiroshima et de Nagasaki ont à nouveau organisé des activités à l'intention des boursiers du programme sur le désarmement. À Tokyo, ils ont suivi des exposés sur l'action du Japon en faveur du désarmement nucléaire, présentés par des responsables du Ministère des affaires étrangères et des représentants du Centre pour la promotion du désarmement et de la non-prolifération. À Hiroshima, ils se sont rendus au Mémorial pour la paix, au Dôme de la bombe atomique et au Mémorial national pour la paix dédié aux victimes de la bombe atomique. Ils ont suivi un exposé présenté par des représentants de la ville d'Hiroshima et de la Fondation culturelle pour la paix, ont discuté avec des survivants du bombardement atomique et visité la Fondation de recherche sur les effets des rayonnements. À Nagasaki, les boursiers se sont rendus à l'hypocentre et au Musée de la bombe atomique, au Mémorial national pour la paix dédié aux victimes de la

bombe atomique, au Parc pour la paix et au Mémorial Nagai Tashika. Ils ont également rencontré des survivants du bombardement et visité le Centre de recherche pour l'abolition des armes nucléaires. Le voyage d'études de 2018 au Japon comprendra des activités analogues.

25. Pour la première fois depuis que le programme existe, une visite d'étude sera prévue avec la collaboration de l'Union européenne en 2018.

Troisième partie

26. La troisième partie du programme se déroule au Siège de l'ONU et a pour but de familiariser les boursiers avec des questions essentielles relatives au désarmement, à la non-prolifération et à la maîtrise des armements, ainsi qu'avec les travaux de la Première Commission de l'Assemblée générale et le mandat et les activités du Bureau des affaires de désarmement. En 2017, cette partie comprenait une réunion-débat sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération organisée avec la participation de cinq ambassadeurs, ainsi que des exposés présentés par la Haut-Représentante pour les affaires de désarmement et des hauts fonctionnaires du Bureau des affaires de désarmement, des diplomates de haut rang et des représentants de la société civile et des institutions universitaires. Cette réunion-débat portait sur tout un éventail de sujets, notamment les doctrines et approches nucléaires, le fonctionnement de la Première Commission, la Commission du désarmement, le Conseil consultatif pour les questions de désarmement, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et sa procédure d'examen, les responsabilités et activités du Bureau des affaires de désarmement, les questions inscrites à l'ordre du jour de la Première Commission, et la diplomatie multilatérale et la prise de décision à l'ONU. Les boursiers ont assisté régulièrement aux réunions de la Première Commission, ainsi qu'au débat conjoint des Première et Quatrième Commissions consacré aux risques éventuels pour la sécurité et la viabilité des activités spatiales.

27. Durant leur séjour à New York, les boursiers ont également participé à un exercice de simulation des négociations menées par le Groupe de travail à composition non limitée chargé de faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire, organisé conjointement avec le Center for Global Affairs de l'Université de New York. L'exercice consistait à mener des négociations sur les mesures juridiques à prendre en vue de l'application intégrale de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, à coordonner les positions des groupes et à présenter et à examiner un document final.

28. Pendant cette partie du programme, les boursiers ont mis la dernière main à leur mémoire de recherche et présenté leurs principales conclusions. À la fin du programme, la Haut-Représentante pour les affaires de désarmement et le Président de la Première Commission ont remis aux boursiers une attestation de participation.

III. Conclusion

29. L'année 2018 marque le quarantième anniversaire de la décision prise par l'Assemblée générale en 1978, lors de sa dixième session extraordinaire, de lancer un programme de bourses d'études des Nations Unies en matière de désarmement afin de favoriser l'acquisition de connaissances sur cette question dans les États Membres, notamment les pays en développement. En 39 ans, le programme a permis de former 983 fonctionnaires originaires de 167 États Membres. Ces derniers apprécient à sa

juste valeur la contribution de ce programme aux efforts de renforcement des capacités des jeunes diplomates à participer aux délibérations et aux négociations sur le désarmement. Bon nombre occupent aujourd'hui des postes à responsabilité dans ce domaine, notamment dans leur administration nationale ou au sein d'organisations internationales compétentes en matière de désarmement. Le soutien massif apporté aux résolutions bisannuelles relatives aux bourses d'études, à la formation et aux services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement ainsi que le nombre important de candidatures que le Bureau des affaires de désarmement reçoit chaque année témoignent du vif intérêt que les États Membres portent toujours à ce programme. Le Secrétaire général se félicite tout particulièrement du nombre élevé de femmes sélectionnées durant la période considérée.

30. Le Secrétaire général note avec satisfaction que le programme de bourses d'études dans le domaine du désarmement contribue à promouvoir une plus grande prise de conscience des questions de désarmement, de non-prolifération et de contrôle des armements dans le contexte de la sécurité internationale. Le programme continue de jouer un rôle décisif dans la promotion du multilatéralisme et la compréhension accrue du fonctionnement du mécanisme de désarmement des Nations Unies et des autres organismes œuvrant en faveur du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements aux niveaux mondial et régional, ainsi que de la sécurité internationale.

31. Le Secrétaire général remercie tous les États et organismes qui ont fidèlement appuyé le programme au fil des années et contribué ainsi à son succès. Il remercie tout particulièrement les Gouvernements de l'Allemagne, de la Chine, du Japon, du Kazakhstan, de la République de Corée et de la Suisse, ainsi que l'Union européenne, pour le soutien qu'ils continuent d'apporter au programme. Il remercie également l'AIEA, la Cour pénale internationale, la Cour internationale de Justice, l'OIAC, l'OSCE et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires pour leur appui au programme et les contributions qu'ils y apportent.
